



AIX-MARSEILLE UNIVERSITE

LEA

Principes d'Economie

CHAPITRE 1. INTRODUCTION GENERALE

RARETÉ ET EFFICACITÉ : LES THÈMES JUMEAUX DE L'ÉCONOMIE

Qu'est donc l'économie ? Au cours des trente dernières années, le champ d'étude de l'économie s'est élargi de façon à englober un vaste éventail de sujets. [...]

L'économie est l'étude de la façon dont les sociétés utilisent des ressources rares pour produire des biens ayant une valeur et les répartir entre les individus.

Derrière cette définition se cachent deux idées clés de l'économie : les biens sont rares ; la société doit utiliser ses ressources de manière efficace. De fait, l'économie est une matière importante à cause de la réalité de la rareté et du désir d'efficacité.

Commençons par la rareté. Si on pouvait produire chaque bien en quantité infinie ou si les désirs des êtres humains étaient totalement satisfaits, quelles en seraient les conséquences ? Les individus ne se soucieraient pas de repousser la contrainte imposée par la limitation de leurs revenus, parce qu'ils pourraient avoir tout ce qu'ils souhaitent ; les entreprises ne se préoccuperaient pas du coût de la main-d'œuvre ou des problèmes de santé ; les pouvoirs publics n'auraient pas besoin de fournir d'effort pour la collecte d'impôts ou la réalisation de dépenses, car personne ne s'en soucierait. En outre, comme nous pourrions tous avoir tout ce que nous voudrions, personne ne s'inquiéterait de la répartition des revenus entre les individus ou les différentes catégories sociales.

Dans l'abondance d'un tel paradis, il n'y aurait pas de biens économiques, c'est-à-dire des biens rares ou dont l'offre est limitée. Tous les biens seraient gratuits, comme le sable dans le désert ou l'eau de mer à la plage. Les prix et les marchés n'auraient aucune signification. De fait, l'économie ne serait plus une matière utile.

Mais aucune société n'a atteint cet état utopique aux possibilités illimitées. Les biens sont limités, alors que les désirs semblent insatiables. Même après deux siècles de croissance économique rapide, la production des États-Unis n'est tout simplement pas suffisante pour satisfaire les besoins de tous. Si vous sommez tous les désirs, vous découvrirez rapidement qu'il n'y a tout simplement pas assez de biens et services pour satisfaire même une faible fraction des souhaits de consommation de chacun. Il faudrait que la production nationale soit plusieurs fois plus importante pour que l'Américain moyen ait le niveau de vie du médecin ou de l'avocat moyen. Et hors des États-Unis, surtout en Afrique et en Asie, des centaines de millions de personnes souffrent de la faim et de dénuement matériel.

Compte tenu de l'absence de limite des besoins, il importe qu'une économie fasse le meilleur usage de ses ressources disponibles en quantités limitées. Cela nous conduit à la notion cruciale d'efficacité. Le terme efficacité désigne l'utilisation la plus efficace possible des ressources d'une société pour satisfaire les souhaits et désirs des individus.

Plus précisément, l'économie produit de façon efficace quand elle ne peut accroître le bien-être économique de quelqu'un sans dégrader le sort de quelqu'un d'autre.

L'essence de l'économie est de reconnaître la réalité de la rareté et d'imaginer ensuite comment organiser la société de manière à engendrer l'utilisation la plus efficace possible des ressources. C'est sur ce point que l'économie fournit une contribution qui lui est propre.

LES TROIS PROBLÈMES DE L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE

Toute société humaine - que ce soit une nation industrielle avancée, une économie à planification centrale, ou une nation tribale isolée - est inévitablement confrontée à trois problèmes économiques fondamentaux. Toute société doit trouver un moyen de déterminer quelles marchandises sont produites, comment elles le sont et pour qui elles le sont.

De fait, ces trois questions fondamentales d'organisation économique - quoi, comment et pour qui - sont aussi cruciales aujourd'hui qu'à l'aube de la civilisation humaine. Considérons-les de plus près.

- Quelles marchandises sont produites et en quelles quantités ? Une société doit déterminer quelle quantité de chacun des nombreux biens et services possibles elle produira ainsi que le moment où la production sera mise en œuvre. Produisons-nous aujourd'hui des pizzas ou des chemises ? Quelques chemises de bonne qualité ou un grand nombre de chemises bon marché ? Utiliserons-nous des ressources rares pour produire de nombreux biens de consommation (comme les pizzas) ? Ou produirons-nous moins de biens de consommation et plus de biens d'équipement (comme des machines à faire les pizzas), qui gonfleront demain la production et la consommation ?

- Comment les biens sont-ils produits ? Une société doit déterminer qui effectuera la production, avec quelles ressources et à l'aide de quelles techniques de production. Qui s'adonne à l'agriculture et qui enseigne ? L'électricité est-elle produite à partir du pétrole, du charbon ou du soleil ? Avec beaucoup ou peu de pollution atmosphérique ?

- Pour qui les biens sont-ils produits ? Qui profitera des fruits de l'activité économique ? Ou, plus formellement, comment le produit national sera-t-il partagé entre les différents ménages ? Y aura-t-il beaucoup de pauvres et quelques riches ? Les dirigeants d'entreprise, les athlètes, les ouvriers ou les propriétaires fonciers bénéficieront-ils de revenus élevés ? La société assurera-t-elle une consommation minimale aux pauvres, ou ceux-ci devront-ils absolument travailler pour survivre ?

ÉCONOMIES DE MARCHÉ, ÉCONOMIES DIRIGÉES ET ÉCONOMIES MIXTES

Quelles sont les différentes réponses qu'une société peut apporter aux questions quoi, comment et pour qui ? Les sociétés sont organisées selon des systèmes économiques différents. L'économie étudie les divers mécanismes dont une société peut se servir pour décider l'affectation de ses ressources rares.

Nous distinguons généralement deux façons radicalement différentes d'organiser une économie. À l'un des extrêmes, l'État prend la plupart des décisions économiques, ceux qui sont au sommet de la hiérarchie donnant des directives économiques à ceux qui sont en dessous. À l'autre extrême, les décisions sont prises sur des marchés, où les individus ou les entreprises s'accordent de plein gré pour un échange de biens et services, en général en contrepartie d'un paiement en monnaie. Examinons brièvement ces deux formes d'organisation économique.

Aux États-Unis et dans les pays les plus démocratiques, la plupart des questions économiques sont résolues par le marché. Leurs systèmes économiques sont donc qualifiés

d'économies de marché. Une économie de marché est une économie où les individus et les entreprises privées prennent la plupart des grandes décisions concernant la production et la consommation. C'est un système de prix, de marchés, de profits et pertes, d'incitations et de rémunérations qui détermine quoi, comment et pour qui produire. Les entreprises produisent les marchandises qui procurent le profit le plus élevé (le quoi) à l'aide des techniques de production les moins coûteuses (le comment). La consommation est déterminée par les décisions des individus sur la façon de dépenser les salaires et les revenus de la propriété engendrés par leur travail et par leurs propriétés (le pourquoi). Le cas extrême d'une économie de marché, dans laquelle le gouvernement s'abstient de toute décision économique, est qualifié d'économie de laisser-faire.

Par contre, une économie dirigée est, une économie où l'État prend toutes les décisions importantes concernant la production et la distribution. Dans une économie dirigée, comme celle qui a fonctionné dans l'Union Soviétique pendant la plus grande partie de ce siècle, l'État possède l'essentiel des moyens de production (terre et capital) ; il

possède aussi et assure la direction des entreprises dans la plupart des secteurs ; il est l'employeur de la plupart des travailleurs et leur dit comment exécuter leurs tâches ; enfin il décide comment le produit de la société doit être réparti entre les différents biens et services. En résumé, dans une économie dirigée, l'État répond aux grandes questions économiques en s'appropriant les ressources et en faisant appliquer ses propres décisions.

Aucune société contemporaine n'entre totalement dans l'une ou l'autre de ces deux catégories polaires. Toutes les sociétés sont plutôt des économies mixtes, avec des éléments d'une économie de marché et des éléments d'une économie dirigée. Il n'y a jamais eu d'économie de marché à 100 % (même si l'Angleterre du XIX^{ème} siècle s'en est approchée).

Aujourd'hui aux États-Unis, la plupart des décisions sont prises, par le marché. Mais l'État joue un rôle important en surveillant le fonctionnement du marché. Les pouvoirs publics adoptent des lois qui réglementent la vie économique, produisent des services éducatifs et des services de police, et contrôlent la pollution. La plupart des sociétés actuelles font fonctionner des économies mixtes.

Avertissement : Lorsque nous réfléchissons aux questions économiques, nous devons distinguer les questions de fait des questions d'équité. L'économie positive décrit les faits d'une économie, tandis que l'économie normative implique des jugements de valeur.

L'économie positive traite de questions telles que les suivantes : pourquoi les médecins gagnent-ils plus que les concierges ? Le libre-échange accroît-il ou réduit-il les salaires de la plupart des Américains ? Quel est l'impact économique d'une augmentation des impôts ? Même si ce sont des questions auxquelles il est difficile de répondre, il est toujours possible de se référer à une analyse et à des faits empiriques. Cela relève du domaine de l'économie positive.

L'économie normative implique des préceptes éthiques et des normes d'équité. Les pauvres doivent-ils travailler pour obtenir une aide de l'État ? Faut-il augmenter le chômage pour garantir que la hausse des prix ne devienne pas trop forte ? Les États-Unis doivent-ils pénaliser la Chine parce qu'elle pirate les livres et CD américains ? Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse à ces questions parce qu'elles impliquent des valeurs morales plutôt que des faits. Elles ne peuvent être résolues que grâce à des débats et décisions politiques, non par la seule analyse économique.

L'ÉCONOMIE EST-ELLE UNE SCIENCE ?

La volonté de faire de l'économie (politique) une science a été particulièrement manifestée par les néo-classiques à partir de la fin du siècle dernier ; c'est d'ailleurs à eux que l'on doit le changement d'appellation, l'idée même d'une « science économique » calquée sur le modèle des sciences exactes et s'éloignant donc de l'économie politique classique. L'appellation même pose donc problème, comme on l'a déjà signalé.

Si l'économie est, comme on l'a précisé précédemment, à replacer dans le champ des sciences sociales, elle va donc retrouver un certain nombre de problèmes méthodologiques communs à l'ensemble de ces dernières. Pour définir ce que l'on entend par science, on partira d'une définition généralement acceptée

« Connaissance exacte, universelle et vérifiable exprimée par des lois », nous dit Petit Robert.

Il s'agit d'une interprétation de la réalité cherchant à découvrir des lois objectives, de formulations générales énonçant un rapport constant entre le phénomène

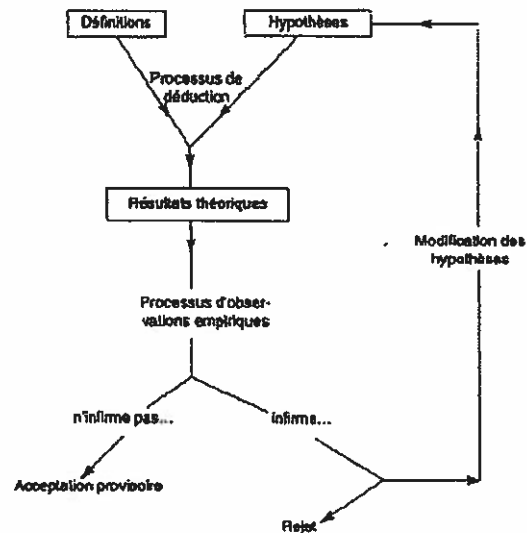
« On fait de la science avec des faits, comme on fait une maison avec des pierres ; mais une accumulation de faits n'est pas plus une science qu'un tas de pierres n'est une maison » (Poincaré).

Le scientifique est amené à élaborer une théorie, ensemble d'idées, de concepts abstraits, plus ou moins organisés, appliqués à un domaine particulier. Plus précisément, une théorie est d'abord constituée par un ensemble de définitions et un certain nombre d'hypothèses. Les définitions (formation brute de capital fixe, thésaurisation, monopole, firme multinationale,...) ont pour objet d'indiquer, sans ambiguïté, la signification de certains termes. Un premier ensemble d'hypothèses est destiné à spécifier les conditions d'application de la théorie (en physique on supposera, par exemple, que la température est de 18° et la pression celle du niveau de la mer ; en économie on fera l'hypothèse que l'économie est isolée de l'extérieur ou bien que l'on peut raisonner « pour un état donné de la technique », ou encore que « les travailleurs n'épargnent pas ») ; ces conditions d'application (qu'il convient de ne pas perdre de vue par la suite...) ayant été précisées, interviendra alors une deuxième série d'hypothèses relatives cette fois au comportement, aux réactions du milieu analysé : indice de réfraction de la lumière, réactions d'oxydation ; et en économie comportement de consommation des ménages, détermination du niveau de salaire...

C'est par un processus logique de déduction qu'à partir d'une part de l'ensemble de définitions retenues, d'autre part des hypothèses faites qu'on établit les implications, ou si l'on préfère les résultats théoriques (cf. graphique ci-après) ; la théorie qui a ainsi été élaborée est alors confrontée avec les faits et jugée alors soit cohérente avec les faits constatés, soit démentie par ces derniers ; dans le premier cas, il y a acceptation (provisoire) de la théorie ; dans le deuxième cas il y a rejet complet ou éventuellement modification des hypothèses suite aux observations faites ; le processus repart sur de nouvelles bases, à partir de ces nouvelles reformulations.

Ce schéma extrêmement simplifié permet de mettre en évidence la nécessité du détour théorique ; il n'existe pas d'observations possibles sans une théorie préalable. Il est vrai qu'il est parfois tentant de dire que tout le détour théorique apparaît bien inutile, scolastique ; qu'il suffit d'aller sur le

terrain pour se soumettre aux faits. Or, et la citation de Keynes que l'on a fait figurer au tout début de cette introduction le souligne, l'économie est une représentation ; il n'y a pas de fait brut : la réalité n'existe pas¹. Les faits que l'on va constater ont déjà été triés, construits par des observateurs avec leur subjectivité propre, des questionnaires, des cadres comptables qui ont été construits à partir de



conventions. C'est pour cela que l'épreuve des faits, l'observation empirique ne peuvent jamais entraîner la confirmation de la théorie mais au mieux son acceptation provisoire, en attendant l'élaboration d'une théorie meilleure. C'est pour cela aussi qu'il faut se défier des réactions de refus des constructions théoriques au nom de l'irréalisme des hypothèses (du type : c'est bien compliqué... ou ça n'a aucun rapport avec la réalité) ; toute théorie est en effet abstraction du réel, ce qui ne signifie pas que toute abstraction du réel soit nécessairement intéressante et utile ; une théorie n'est « bonne » que si elle résume, si elle représente de façon utile (pour la compréhension ou l'action) des éléments jugés importants.

L'ÉNONCÉ DES HYPOTHÈSES

La véritable difficulté de l'économie réside non pas dans son abstraction qui va en se développant avec le progrès de la science mais plutôt en ce que chacun d'entre nous en a une perception directe, une représentation intuitive « de bon sens » qui est heurtée par les représentations théoriques abstraites nécessaires au progrès de la réflexion. Il faut donc revenir sur les différentes étapes de la construction, de l'élaboration théorique et d'abord sur l'énoncé des hypothèses. C'est à ce niveau qu'apparaît le premier effort d'abstraction qui se manifeste par l'élaboration de relations fonctionnelles, fondamentale dans toute science. L'hypothèse en matière de gravitation est que la force d'attraction G entre deux corps dépend de leur masse M et de la distance d qui les sépare, ce

¹ Cf. Marx : « toute science serait superflue si l'apparence et l'essence des choses se confondaient » ; et J. Piaget : « il n'existe pas de donné immédiat ».

que l'on écrit $G = G(M, d)$. De la même façon en économie on énoncera, sous forme fonctionnelle des hypothèses : selon la théorie néoclassique, la quantité (q) demandée par un agent donné dépend du prix (p) du bien considéré : $q = q(p)$; d'après Keynes, la consommation des ménages (C) dépend de leur revenu (Y) soit : $C = C(Y)$; chez Marx le taux de profit réalisé par les capitalistes (r) est la conséquence de l'exploitation (e) dont sont victimes les travailleurs, ce que l'on peut formuler $r = r(e)$...

L'économiste a donc pour première tâche de spécifier les « variables ». A ce propos surgit une première distinction importante suivant que la variable est définie à un instant donné ou sur une période, un laps de temps. Parmi les variables instantanées on signalera les variables de prix (enregistrés à une date donnée, même si l'on fait ensuite la moyenne de l'ensemble des observations pour définir le prix moyen sur la période considérée) et les variables dites de stock : on recense la population à une date donnée, on fait le bilan des avoirs et des dettes d'une entreprise au 31 décembre. Ces variables sont dites instantanées par opposition aux variables de flux, qui ont une dimension temporelle, qui sont saisies sur une durée ; nombre des naissances, des décès ou des mariages sur l'année, niveau de revenu de consommation ou d'épargne sur un mois, un jour ou un an.

Une deuxième série de définitions concerne le statut des variables, la distinction entre variables endogènes (expliquées à l'intérieur du corps théorique que l'on élabore) et les variables exogènes qui sont déterminées indépendamment et apparaissent comme des données pour le schéma théorique considéré. Par exemple la quantité de blé récoltée dépend de la « pluie » ; cependant l'économiste aura tendance à considérer que la variable « pluie » est exogène ; pour le météorologue par contre, la « pluie » sera une variable endogène dont il tentera de trouver les lois d'évolution. Il s'ensuit qu'une variable peut être endogène ou exogène suivant le problème que l'on se pose ; si on veut savoir comment le niveau de revenu (Y) varie à partir des modifications éventuelles de l'investissement (I), on écrira dans un schéma théorique simple $Y = Y(I)$ et on essaiera de trouver les lois d'évolution de Y pour I exogène. Par contre, on peut chercher à expliquer les variations de l'investissement à partir des profits des entreprises. On aura alors une tentative d'explication de l'investissement, variable dès lors endogène, en fonction des variations des profits, variable exogène. [...]

LA CONFRONTATION AVEC LES FAITS

Il faut d'ailleurs revenir maintenant au schéma qui a été présenté initialement : après la présentation des définitions et l'élaboration des hypothèses on a vu comment on pouvait élaborer un schéma théorique et on a pris comme exemple la construction d'un modèle élaboré, le modèle keynésien. Il reste à dire un mot de la dernière étape : la confrontation avec les faits, la mesure de la portée explicative.

C'est à ce niveau que se situe l'une des différences essentielles entre les sciences sociales et les sciences dites exactes ou plutôt expérimentales ; en sciences sociales l'expérimentation est exclue ; pour tester la validité de l'explication « monétariste » de l'inflation, il n'est pas possible d'augmenter dans telle ou telle économie la quantité de monnaie pour voir comment réagit le système. Il faut donc se borner à des observations sur ce qui s'est passé concrètement.

Le rôle de l'analyse et du traitement statistique est donc essentiel ; il s'ensuit d'ailleurs que les relations que l'on peut chiffrer ne sont pas de type déterministe ; il y a une marge d'erreur dont il faut tenir compte, comme d'ailleurs en biologie, et dans certains domaines de la physique ou de la chimie.

Mais le recours aux faits pose problème puisque l'économiste ne peut faire d'expérience mais se contenter d'observations, par exemple sur les relations entre consommation et revenu de ménages situés dans des époques et des environnements différents. Or, une théorie est toujours formulée avec la clause « toutes choses égales par ailleurs » (*ceteris paribus*) ; dans l'expérience de laboratoire, le physicien ou le chimiste prend la précaution de définir les conditions (température, pression, ...) dans lesquelles l'expérimentation a eu lieu ; il isole le monde observé (l'éprouvette dans le cas le plus simple) du monde extérieur pour être sûr de raisonner dans des conditions identiques ; autrement dit, il faut être certain, pour pouvoir vérifier l'hypothèse théorique que ne se modifie que l'une des variables : c'est alors l'influence de cette modification sur le niveau de la variable endogène qui est observée. Or dans les systèmes économiques où l'expérimentation est exclue, la difficulté de la vérification statistique à partir de l'observation vient de ce que l'environnement n'est pas stable ; la clause « toutes choses égales par ailleurs » n'est en général pas vérifiée. Le même problème se pose d'ailleurs en météorologie ou en astronomie.

Une difficulté supplémentaire vient de la perturbation même que peut entraîner l'observation, ou plutôt sa divulgation. Quand un météorologue annonce une dépression (atmosphérique), la quantité de pluie tombée est indépendante de l'observation qui a été faite. Par contre si un observatoire économique laisse craindre une dépression (économique), une pénurie d'essence ou une hausse des prix, il provoque des réactions des agents économiques qui aggravent (et dans certains cas créent) la pénurie contre laquelle ils entendaient se prémunir. C'est pourquoi il est très difficile de prévoir et d'annoncer l'avenir pour les responsables de la politique économique : l'annonce d'un événement futur fait que ce futur ne peut être conforme à la prévision (sauf si la prévision est faite par Cassandre... qui n'est jamais crue).

Enfin, les données empiriques sur lesquelles l'économiste est amené à travailler sont situées dans des structures, des sociétés historiquement datées ; dans le domaine de l'univers physique on peut tenter de mettre en évidence des lois objectives, éternelles (sous réserve de l'émergence de nouvelles hypothèses ou de faits qui avaient été ignorés jusque-là) ; dans le domaine des sciences sociales il ne peut s'agir que de lois au statut provisoire, qui seront nécessairement remises en cause par le devenir historique des sociétés.

Même à l'intérieur d'un système économique donné, la leçon des faits, le recours à l'observation n'est pas toujours suffisant ; « le savant voudrait vérifier sa théorie ; mais une même observation est toujours compatible avec plusieurs théories ; ainsi l'observation n'est apte qu'éventuellement à contredire une théorie, à la « falsifier » - c'est-à-dire à la réfuter - selon l'expression admise². Bref, les faits sont à la fois construits et souvent obscurs.

² E. Malinvaud : Voies de la recherche macro-économique, O. Jacob, 1991, p. 57.

Comment d'ailleurs apprécier des hypothèses scientifiques concurrentes ? Peut-on vérifier une hypothèse ou doit-on se contenter de réfuter telle ou telle position ? La méthodologie « vérificationniste »³ qui était largement dominante au siècle dernier a été largement remise en cause ; sur ce point, les travaux d'un philosophe contemporain, K. Popper (né en 1902), ont sans doute joué un rôle décisif : il y a une asymétrie fondamentale, affirme K. Popper, entre prouver et réfuter, entre la vérification et la réfutation.

Cette position peut être illustrée d'un exemple classique : quel que soit le nombre de cygnes blancs observés, on n'a pas le droit d'en déduire que tous les cygnes sont blancs ; par contre, l'observation d'un seul cygne noir est suffisante pour réfuter la conclusion selon laquelle les cygnes seraient... noirs.

Ainsi, une hypothèse théorique ne peut jamais être vérifiée ; elle ne peut être que jugée provisoirement acceptable, car elle n'a pas été (pas encore) réfutée et remplacée par une autre (également provisoire). L'économiste, comme tout chercheur en sciences sociales apprend progressivement que la plupart des faits sont compatibles avec plusieurs explications concurrentes ; afin de choisir parmi celles-ci, les statisticiens utilisent la probabilité comme guide ; ils s'efforcent de mesurer le degré d'incertitude que comportent les estimations et d'incorporer explicitement une mesure de la « confiance » à accorder à leurs propres résultats.

L'incertitude est la règle ; elle est simplement plus ou moins forte. Du point de vue statistique, on est conduit à rechercher pour un paramètre donné non pas une valeur estimée, mais un ensemble de valeurs, un intervalle dans lequel « il y a de bonnes chances » que se trouve le paramètre inconnu. On sait même, dans un certain nombre de cas, construire de tels intervalles dits « intervalles de confiance » qui ont une probabilité donnée de recouvrir la vraie valeur, inconnue du paramètre. Mais il ne s'agit que de probabilité, jamais de certitude. Le recours à l'observation ne donne que des présomptions ; une hypothèse n'est en ce sens jamais vérifiée à 100 % ; elle n'est que probable, avec une incertitude plus ou moins grande.

Ainsi, la méthodologie de Popper est normative car elle formule des prescriptions sur ce que doit être la bonne pratique scientifique. Dans la « Structure des révolutions scientifiques » (1962) Kuhn met plutôt l'accent sur la description positive des pratiques scientifiques. A la « science normale », qui représente des activités tendant à résoudre des problèmes dans un cadre théorique orthodoxe, Kuhn oppose la science révolutionnaire où apparaît le remplacement d'un cadre par un autre à la suite de réfutations répétées et la découverte croissante d'anomalies : c'est à ce sujet que l'auteur parle de changement de « paradigme » ; ce terme (l'auteur utilise également le terme de « matrice disciplinaire ») désigne, semble-t-il, « l'ensemble des croyances, valeurs, techniques etc. partagées par les membres d'une communauté donnée » ; le changement de paradigme, le passage d'un cadre conceptuel à un autre s'opère par rupture. Kuhn donne à ce sujet des exemples empruntés à l'histoire des sciences : la révolution Copernicienne, ou la révolution Newtonienne, celle réalisée à la suite des travaux d'Einstein. A mesure que le nouveau cadre s'impose, il devient à son tour la science normale de la génération suivante.

Il n'est donc pas étonnant que l'économiste se trouve confronté à plusieurs théories concurrentes, à plusieurs ensembles d'interprétations ; d'une part, il se produit des ruptures, des changements de « paradigmes » dont l'insertion n'est que progressive ; d'autre part, si l'on en croit Popper, il est exclu de vérifier une théorie ; la démarche scientifique n'est pas pour autant inutile puisqu'elle permet, par la réfutation, de trier ; elle ne permet pas de dire ce qui est « vrai » mais de dire ce qui, en l'état actuel de nos connaissances, est faux.

L'économie n'est donc pas un corps scientifique unifié. Parce que d'abord il y a désaccord sur l'objet. Parce qu'ensuite les faits ne peuvent toujours permettre de trancher dans tous les cas entre les divers corps théoriques qui ont été proposés.

Un esprit non averti pourrait en conclure que seules les sciences économiques (ou sociales) se voient confrontées au problème de leur non unification. Il nous paraît plus intéressant de rappeler que le problème se pose également dans le domaine des sciences exactes ; sans revenir à la remise en cause du système de Ptolémée par Copernic, il n'est pas inutile de rappeler qu'il n'y a toujours pas une théorie unifiée de la lumière. Plus généralement E. Morin note

« L'évolution de la connaissance scientifique n'est pas seulement d'accroissement et d'extension du savoir. Elle est aussi de transformations, de rupture, de passages d'une théorie à l'autre »...

« La connaissance scientifique est une connaissance certaine, dans le sens où elle se fonde sur des données vérifiées et qu'elle est apte à fournir des prédictions concrètes. Toutefois le progrès des connaissances scientifiques ne va nullement dans le sens d'une plus grande certitude... On peut même dire que, de Galilée à Einstein, de Laplace à Hubble, de Newton à Bohr, nous avons perdu le trône d'assurance qui mettait notre esprit au centre de l'univers... Le progrès des connaissances scientifiques produit donc un progrès de l'incertitude. Mais c'est une « bonne » incertitude qui nous délivre d'une illusion naïve et nous éveille d'un rêve légendaire : c'est une ignorance qui se connaît comme ignorance... »

« Ainsi la science n'est pas seulement une accumulation de vérités vraies. Disons plus... : elle est un champ toujours ouvert où se combattent non seulement les théories mais le principe d'explication, c'est-à-dire aussi les visions du monde et les postulats métaphysiques. Mais ce combat a et maintient ses règles du jeu : le respect des données d'une part, l'obéissance à des règles de cohérence d'autre part. C'est l'obéissance à cette règle « mais par des combattants combattants » acceptant sans équivoque cette règle, qui fait la supériorité de la science sur toute autre forme de connaissances. »

« C'est dire du coup, que ce serait une grossière erreur que de rêver d'une science qui serait purgée de toute idéologie et où ne règnerait qu'une seule vision du monde en théorie « vraie ». En fait le conflit des idéologies, des présupposés métaphysiques (conscients ou non) est une condition sine qua non de la vitalité de la science.... Ce qui doit être absolument sauvegardé comme condition fondamentale de la vie même de la science, c'est la pluralité conflictuelle au sein d'un jeu qui obéit à des règles empiriques logiques ».

(E. Morin : pour la science, Le Monde 6/01/1982)

³ Sur le « Vérificationnisme » et l'ensemble de ces problèmes, cf. en particulier M. Blaug, La méthodologie économique, Economica, 1982 ; A. Mingat, P. Salmon et A. Wolfelsperger, Méthodologie économique, PUF, 1985.

Choix et coût d'opportunité

La rareté, comme on a pu le voir, occupe une place centrale dans la science économique.

Les individus la subissent au quotidien. Chacun dispose d'un revenu limité et se trouve donc dans l'incapacité d'acquiescer tout ce qu'il désire. Mais ce n'est pas seulement une question d'argent. Même le plus riche des riches fait face à une contrainte de temps. Une journée ne compte que vingt-quatre heures, et personne n'est immortel. Même s'il en avait les moyens, aucun homme sur terre ne serait ainsi en mesure de jouir de tous les biens qu'il pourrait posséder, ni d'accomplir toutes les activités possibles.

Le même raisonnement s'applique aux nations, dont les ressources sont limitées : et, par suite, ne permettent pas de produire tout ce que les gens désirent. Il en va pareillement à l'échelle du monde. La planète offre des ressources en quantités finies, et les technologies et aptitudes humaines permettant de les exploiter sont également limitées.

Il faut donc faire des choix. Pour chaque chose ou presque, il apparaît inévitable de devoir sélectionner une option au détriment des autres. Si on décide de rester chez soi et de regarder la télévision, on décide aussi dans le même temps de ne pas sortir. De même lorsqu'on dépense de l'argent. Si on achète un CD à 10 €, on choisit aussi de ne pas consacrer ces 10 € à autre chose. Semblablement, si une nation affecte une plus grande part de ses ressources à la production de biens manufacturés, il lui en restera moins pour la production de services ou de biens agricoles. Si l'on accorde davantage de ressources à la sauvegarde de l'environnement, ce choix risque d'entraîner une réduction de la production des biens matériels que les gens souhaitent consommer.

Ce à quoi on renonce afin de réaliser telle ou telle chose correspond au *coût d'opportunité* de cette activité – autrement dit à ce qu'il en coûte de l'avoir choisie, en mesurant ce coût par la valeur de la meilleure option abandonnée. C'est ce qu'on *aurait pu* faire avec l'argent ou le temps dont on dispose, si on n'avait pas opéré ce choix-là. En s'intéressant au coût d'opportunité, on reconnaît implicitement la nécessité d'accepter des *compromis*. Privilégier telle ou telle chose conduit à en délaisser une autre. Travail et loisirs en offrent d'ailleurs un excellent exemple. Plus on travaille, et moins il reste de temps libre. En d'autres termes, le coût d'opportunité du travail est égal au temps de loisir qu'on lui sacrifie.

Le coût d'opportunité est un concept économique fondamental : une fois qu'on en a bien compris l'importance, il détermine définitivement la façon dont on aborde les problèmes économiques. Son utilisation conduit véritablement à *penser comme un économiste*, ce qui peut être très éloigné du mode de pensée d'un comptable, par exemple, ou de celui du simple profane. Nous y reviendrons à de nombreuses reprises tout au long de cet ouvrage.

1. Songez à trois activités que vous avez faites hier. Quel était le coût d'opportunité de chacune ?
2. Supposons qu'un supermarché possède un stock de poissons ayant atteint la date limite de vente. Affiché d'abord à 10 €, son prix a été réduit aujourd'hui à 5 € pour tenter de l'écouler plus vite. La journée touche à sa fin, et il n'a toujours pas trouvé preneur. Le supermarché s'apprête à fermer, et personne dans le magasin ne souhaite acheter ces poissons. Si on décide de jeter la marchandise, quel sera le coût d'opportunité associé ?

Le coût d'opportunité de faire des études

Quels sacrifices ?

Comme on l'a vu, chaque fois qu'on choisit de faire quelque chose, on renonce en pratique à faire autre chose. Cette option abandonnée représente alors le coût d'opportunité de l'action choisie.

Quels sont alors les coûts d'opportunité liés à la poursuite d'études supérieures par exemple ?

Au premier abord, on aurait tendance à lister les coûts suivants :

- frais d'inscription ;
- manuels, fournitures scolaires, etc. ;
- logement ;
- transport ;
- nourriture, divertissements et autres dépenses courantes.

Mais leur addition n'aboutit *pas* au coût d'opportunité. Celui-ci correspond en effet au *sacrifice consenti* pour aller à l'université, *au détriment* d'un autre choix de vie. Imaginons que l'alternative ait consisté à accepter une proposition d'emploi. La liste des coûts d'opportunité d'une poursuite d'études inclura alors en réalité les éléments suivants :

- manuels, fournitures scolaires, etc. ;
- frais de logement et de transport *supplémentaires*, par rapport à ce que l'étudiant aurait dépensé en tant que salarié ;
- salaires qu'il aurait perçus, *diminués* des allocations étudiantes qui lui sont octroyées ;
- proportion des frais d'inscription qu'il paye en tant qu'étudiant.

1. Pourquoi les frais de nourriture ne sont-ils pas inclus dans le coût d'opportunité ?

2. Dressez la liste des bénéfices associés à la poursuite d'études supérieures.

3. Le coût d'opportunité d'une poursuite d'études est-il identique pour l'étudiant et pour la société dans son ensemble ?

Le coût d'opportunité d'une action recoupe quelquefois son coût financier direct. Mais ce n'est pas toujours le cas.

Par exemple, l'achat d'un manuel coûtant 39 euros demande un paiement direct en argent. Les solutions autres à envisager englobent donc tout ce que l'étudiant pourrait acheter avec la même somme. Il lui faut, dans ce cas, mettre en balance le bénéfice associé à une autre option disponible et celui tiré de l'achat de ce manuel.

Mais l'action d'aller en cours a un coût d'opportunité différent de l'achat simple d'un manuel. Que l'étudiant paye lui-même ses frais de scolarité ou pas, le fait qu'il se rende en classe n'induit pour lui aucun coût financier supplémentaire (marginal). Et personne ne lui remboursera les cours auxquels il n'aurait pas assisté.

Adam Smith (1723-1790) et la « main invisible » du marché

Encadré 1.7

Pour nombre de spécialistes, l'année 1776 marque la naissance de l'économie moderne. C'est en effet cette année-là qu'Adam Smith fit paraître ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* – l'un des ouvrages économiques les plus importants jamais publiés.

L'auteur est né en 1723 à Kirkcaldy, petite ville côtière au nord d'Édimbourg. Diplômé de l'université de Glasgow à l'âge de 17 ans, il fut d'abord chargé de cours au Balliol College d'Oxford mais il regagna ensuite l'Écosse et fut nommé à 29 ans professeur de philosophie morale dans son université d'origine. Il en démissionna à 40 ans et consacra les trois années suivantes à parcourir le continent. Ses pérégrinations l'amènèrent à rencontrer plusieurs économistes et philosophes très influents. De retour en Écosse, dans sa ville natale, il entama la rédaction de la *Richesse des nations*.

Encadré 1.7 (suite)

L'ouvrage, divisé en cinq tomes, couvre un très large éventail de sujets. L'argument central consiste néanmoins à affirmer qu'en règle générale les économies de marché servent correctement l'intérêt public. La production et la consommation se trouvent guidées comme sous l'influence d'une *main invisible*, et si chaque individu recherche avant tout son propre intérêt, son interaction avec le marché contribue aussi au bien public.

Au chapitre 2 du tome I, Adam Smith écrit :

« L'homme a presque continuellement besoin du secours de ses semblables, et c'est en vain qu'il l'attendrait de leur seule bienveillance. [...] Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière ou du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme ; et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons. c'est toujours de leur avantage. »

Plus loin, au chapitre 2 du tome IV, il ajoute :

« Chaque individu met sans cesse tous ses efforts à chercher, pour tout le capital dont il peut disposer, l'emploi le plus avantageux : il est vrai que c'est son propre bénéfice qu'il a en vue, et non celui de la société, mais les soins qu'il se donne pour trouver son avantage personnel le conduisent naturellement, ou plutôt nécessairement, à préférer précisément ce genre d'emploi même qui se trouve être le plus avantageux à la société. [...] Il ne pense qu'à son propre gain ; en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions ; et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société, que cette fin n'entre pour rien dans ses intentions. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'il avait réellement pour but d'y travailler. »

Smith soutenait donc que l'État, à une ou deux exceptions près, ne devait surtout pas interférer avec le fonctionnement de l'économie et adopter au contraire une politique de laisser-faire ou de non-intervention. Il fallait autoriser la libre entreprise et le libre-échange entre les pays.

Cet éloge du marché a conduit nombre d'hommes politiques de droite à voir en lui le père du « mouvement libéral », qui préconise une intervention résolument minimale de l'État dans les affaires économiques (voir encadré 10.7).

Smith avait cependant bien conscience des inconvénients de la non-régulation des marchés. Au chapitre 7 du tome I, par exemple, il examine le problème du monopole :

« Un monopole accordé à un individu ou à une compagnie commerçante a le même effet qu'un secret dans un genre de commerce ou de fabrication. Les monopoleurs, en tenant le marché constamment mal approvisionné et en ne répondant jamais pleinement à la demande effective, vendent leurs marchandises très au-dessus du prix naturel ; et soit que leurs bénéfices consistent en salaires ou en profits, ils les font monter beaucoup au-delà du taux naturel. »

Il évoque aussi un peu plus loin les dangers liés au rapprochement d'entreprises motivées par la poursuite de leurs intérêts communs :

« Il est rare que des gens du même métier se trouvent réunis, fût-ce pour quelque partie de plaisir ou pour se distraire, sans que la conversation finisse par quelque conspiration contre le public, ou par quelque machination pour faire hausser les prix. »

Histoire de la pensée économique, Ghislain Delpla
et Christophe Lavielle, ed. DUNOD, 2008

2 Une histoire rapide des théories économiques

Point clef

Les débats qui traversent l'histoire de la pensée économique se nouent autour de deux questions : les relations marché/production et marché/État. Schématiquement, l'histoire de ces débats est ponctuée par trois « révolutions » (dont la datation découle de la parution des grandes œuvres qui les marquent) :

La « révolution classique » (1776-1817) représente pour la première fois l'économie comme un système dans lequel s'articulent les échanges marchands et l'organisation de la production, et elle élabore les principes de la doctrine libérale.

La « révolution marginaliste » (1874-1890), en généralisant la loi de l'offre et de la demande à l'ensemble des activités économiques, absorbe l'analyse de la production dans celle du marché et donne un fondement scientifique à la doctrine libérale.

La « révolution keynésienne » (1936) établit l'incapacité d'une économie de marché à atteindre le niveau de production globale permis par la main-d'œuvre disponible et justifie ainsi l'abandon d'un laisser-faire général au profit d'une intervention de l'État.

Ces trois « révolutions » dans la pensée économique ont façonné les termes dans lesquels se présentent aujourd'hui les controverses entre économistes, en particulier sur la place qu'il convient d'attribuer au marché dans l'ensemble des relations sociales, thème central du renouveau néolibéral.

1. DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE À LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

On a vu dans la fiche 1 que la science économique se pose de manière particulière une question commune à l'ensemble des sciences sociales : comment un ordre social se forme-t-il ? Elle analyse ainsi la façon dont les relations entre les hommes se traduisent dans des grandeurs mesurables, au premier rang desquelles la richesse (tant individuelle que collective). Il convient à présent de se demander quand est apparue cette science économique et selon quels grands axes elle a évolué jusqu'à nos jours. Ces interrogations sont au cœur de l'histoire de la pensée économique et il s'agit ici d'en donner un panorama général, qui sera détaillé dans les fiches composant cet ouvrage.

L'activité économique est aussi ancienne que les sociétés organisées. C'est en Grèce antique que se forge le mot *économie*, de *oikos* (maison) et *nomos* (loi) : l'économie domestique porte sur les règles d'administration de la maison ou du domaine. Si dès cette époque on s'interroge sur la similitude ou non des règles s'appliquant à la famille (l'économie) et à la Cité (le politique), l'activité économique sera pendant longtemps perçue seulement comme une des activités humaines, subordonnée à d'autres types de relations entre les hommes (religieuses, politiques) sur lesquelles repose l'existence de la société.

C'est dans la seconde moitié du XVIII^e siècle que la primauté de l'économie commence à être reconnue. Cette prééminence des relations économiques dans l'organisation de la société et l'élaboration d'une science destinée à en rendre compte s'expliquent par deux phénomènes.

Le premier est la Révolution industrielle ; son apparition initiale en Grande Bretagne n'est pas étrangère au fait que la science économique restera pendant plus d'un siècle

et demi sous domination britannique. Dans des sociétés où l'activité de production était auparavant principalement agricole, le commerce étant limité aux villes et aux échanges internationaux, la Révolution industrielle bouleverse la perception des relations sociales : désormais, l'activité économique est orientée vers le marché et l'organisation même de la production repose sur un échange marchand particulier, le salariat.

Le second phénomène est le développement de la **doctrine libérale**, en vertu de laquelle la concurrence sur les marchés est un mécanisme assurant à la fois l'efficacité économique et l'harmonie sociale, l'État devant se limiter (en dehors de ses fonctions régaliennes) à garantir la liberté économique de tous et d'abord des entreprises. De même que l'expansion de l'économie de marché, qui accompagnait la Révolution industrielle, constituait une rupture avec le commerce spécialisé et cloisonné des sociétés traditionnelles antérieures, la doctrine libérale s'inscrit d'abord en opposition à une vision interventionniste de l'État en matière économique qui justifiait l'attribution de monopoles et les réglementations corporatistes.

2. DU MERCANTILISME AU MARGINALISME

On trouve les premières réflexions sur la richesse dans l'Antiquité grecque, en particulier chez Aristote, qui distingue l'échange tourné vers la satisfaction des besoins, qu'il faut encourager, et la *chrématistique*, échange en vue de l'enrichissement, qu'il condamne. Ces arguments furent repris au Moyen Âge par Saint Thomas d'Aquin et les scolastiques, qui en tirèrent une condamnation du prêt à intérêt (cf. fiche 4).

C'est en réaction contre la doctrine thomiste qu'apparaît vers 1360 une première réflexion sur la nature de la monnaie. Contre une vision de celle-ci comme chose du prince, Nicolas Oresme soutint que la valeur de la monnaie a pour origine le consentement des marchands à l'utiliser et qu'en conséquence le prince, seule source légitime de création monétaire, doit s'abstenir de la manipuler. Deux siècles plus tard, cette relation entre le prince et les marchands fut en France au cœur des débats monétaires où se distinguèrent de Malestroït et Jean Bodin. L'analyse de cette question centrale fut étendue par le mercantilisme à l'enrichissement de la nation par un commerce extérieur contrôlé, à l'encouragement de l'emploi par la protection des industries nationales et à la stimulation de l'activité interne par la circulation de liquidités abondantes (cf. fiche 6).

C'est cette vision monétaire et anti-libérale que rejeta Adam Smith (cf. fiche 13), influencé par le courant français de la physiocratie (cf. fiche 3) dont il retint la croyance en un ordre naturel, le rôle du capital dans la génération d'un surplus et le plaidoyer pour la liberté du commerce. Adam Smith fonda l'école classique (cf. fiche 9), dont l'apogée fut atteint en 1817 avec David Ricardo qui élaborait un système d'économie politique reposant sur une théorie des prix relatifs et de la répartition des revenus (cf. fiche 14). Cette théorie s'imposa pendant un demi-siècle et influença même Karl Marx, qui tira de sa critique des conclusions anti-libérales et anti-capitalistes (cf. fiche 19).

La « révolution marginaliste » des années 1870 conforta la doctrine libérale, mais la fonda sur une autre théorie de la valeur que celle de Ricardo : l'utilité marginale et la loi de l'offre et de la demande devinrent les outils privilégiés de l'analyse économique (cf. fiche 20). Le marginalisme s'imposa sous sa version « anglo-saxonne », élaborée par Stanley Jevons et Alfred Marshall (cf. sur ce dernier la fiche 22) ; une version « autrichienne » (cf. fiche 25), due à Carl Menger et à Eugen von Böhm-Bawerk,

combattit en Europe centrale l'influence de l'école historique allemande, rétive aux généralisations théoriques. Une troisième version du marginalisme, fondée dès 1874 par le Français Léon Walras sur le concept d'équilibre général (cf. fiche 21), fut ignorée en dehors de l'école de Lausanne, où elle fut complétée par l'Italien Vilfredo Pareto. Enfermé dans des débats internes d'où émergèrent Rosa Luxembourg et Nicolas Boukharine, le marxisme fut progressivement relégué hors de l'enseignement de la science économique (cf. fiches 17 et 18).

3. LA DIVISION EN MICROÉCONOMIE ET MACROÉCONOMIE

En 1936 fut publiée par John Maynard Keynes la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, qui constituait à la fois une critique de la théorie de l'équilibre global contenue dans le marginalisme et une démonstration de l'incapacité de l'économie de marché à assurer le plein emploi (cf. fiche 29). Cette nouvelle théorie donna naissance à un courant, le keynésianisme (cf. fiche 28), dont le modèle IS-LM présenté par John Hicks dès 1937 constitua le cadre d'exposition.

Après la redécouverte par Hicks en 1939 de la théorie de Walras, le champ de la science économique fut divisé en deux : la microéconomie, concernant l'allocation des ressources, les prix relatifs et la répartition des revenus, fondée sur l'équilibre général walrasien, et la macroéconomie, concernant l'activité économique d'ensemble, l'emploi et la monnaie, fondée sur l'équilibre global keynésien. À cette division théorique correspondait une division pratique du travail, l'économie de marché étant chargée de l'égénéralisation des offres et des demandes par branches d'activité et l'État s'occupant de la régulation conjoncturelle du niveau global d'activité. Dans les années 1950, cette vision de l'économie fut complétée par l'introduction de la dynamique, qui se fit, du côté de la microéconomie walrasienne, par Kenneth Arrow et Gérard Debreu (cf. fiche 23), et, du côté de la macroéconomie keynésienne, par Robert Solow.

Ce partage des tâches, qualifié de synthèse néoclassique et dont Paul Samuelson fut l'incarnation par son œuvre abondante dès les années 1940, juxtaposait plus qu'il intégrait les composantes micro et macro de la science économique, ainsi que la défense du marché et l'intervention de l'État. Malgré cette faiblesse, il demeura jusqu'au milieu des années 1960, où il fut remis en cause de deux côtés.

Une première ligne de critique résulta d'une tentative de convergence entre une conception plus radicale (dite post-keynésienne) de la croissance, illustrée entre autres par Joan Robinson et Nicholas Kaldor (cf. fiche 30), et un rejet du marginalisme au profit d'un retour aux principes de la théorie ricardienne, initié en 1960 par Piero Sraffa (cf. fiche 15). Une deuxième remise en cause vint de la théorie du déséquilibre qui, à la suite de Robert Clower (1965), s'efforça d'intégrer les idées de Walras et de Keynes en une théorie plus générale (cf. fiche 33).

Mais le coup fatal fut porté par le monétarisme, défendu depuis les années 1950 par Milton Friedman (cf. fiche 31), dont la critique des politiques monétaires orientées vers la recherche du plein emploi déboucha dans les années 1970 sur le rejet pur et simple de la macroéconomie keynésienne par les nouveaux classiques regroupés autour de Robert Lucas (cf. fiche 32). Ce rejet suscita, à partir des années 1980, une réaction des nouveaux keynésiens visant à retrouver des résultats qualifiés de keynésiens à partir de fondements microéconomiques adaptés (cf. fiche 34).

Bien que la microéconomie ait ainsi absorbé, d'une manière ou d'une autre, le pilier macroéconomique de la synthèse néoclassique, cela n'a pas cependant conduit à

Fiche 2 • Une histoire rapide des théories économiques

Une unification de la discipline autour du paradigme walrasien. Au sein de la micro-économie elle-même, ce paradigme fondé sur la concurrence parfaite et l'équilibre général est, depuis les années 1980, délaissé au profit d'une « nouvelle microéconomie » de la concurrence imparfaite en équilibre partiel (cf. fiche 24).

Cette absence d'unification théorique explique qu'à côté des **nouveaux classiques** et des **nouveaux keynésiens**, des nébuleuses non encore stabilisées connaissent aujourd'hui un intérêt croissant autour des théories néo-autrichiennes issues de Joseph Schumpeter et de Friedrich Hayek (cf. fiches 26 et 27) ou encore autour de l'approche institutionnaliste (cf. fiches 35 et 36).

Citations

- La « révolution classique » : production et échange

« Cette *division du travail*, de laquelle découlent tant d'avantages, ne doit pas être regardée dans son origine comme l'effet d'une sagesse humaine qui ait prévu et qui ait eu pour but cette opulence générale qui en est le résultat ; elle est la conséquence nécessaire, quoique lente et graduelle, d'un certain penchant naturel à tous les hommes, qui ne se proposent pas des vues d'utilité aussi étendues : c'est le penchant qui les porte à trafiquer, à faire des trocs et des échanges d'une chose pour une autre. » (Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776).

- La « révolution marginaliste » : la prééminence du marché

« Le monde peut être considéré comme un vaste marché général composé de divers marchés spéciaux où la richesse sociale se vend et s'achète, et il s'agit pour nous de reconnaître les lois suivant lesquelles ces ventes et ces achats tendent d'eux-mêmes à se faire. » (Léon Walras, *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*, 1874).

- La « révolution keynésienne » : économie de marché et sous-emploi

« Lorsque sur dix millions d'hommes désireux et capables de travailler il y en a neuf millions employés, il n'est pas évident que le travail de ces neuf millions soit mal orienté. Il ne faut pas reprocher au système actuel d'employer ces neuf millions d'hommes aux tâches qui leur sont imparties, mais de n'avoir pas d'ouvrage disponible pour le dernier million. C'est le volume et non la direction de l'emploi que le système actuel détermine d'une façon défectueuse. » (John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936).

Keynes : toujours vivant !

Il y a soixante-quinze ans, le 21 avril 1946, s'éteignait à 62 ans seulement le plus grand économiste du XX^e siècle, John Maynard Keynes. Lui, qui avait bataillé ferme avec un président Roosevelt trop enclin à vouloir vite revenir à l'équilibre budgétaire, aurait sûrement apprécié les choix de Joe Biden ! On parle souvent de révolution keynésienne, oubliant que ses idées n'ont infusé auprès des économistes et des dirigeants politiques que progressivement après sa mort : le célèbre magazine *Times* en avait fait l'homme de l'année sur sa couverture... en 1965 !

En quoi Keynes a-t-il modifié la façon de penser l'économie ? Il existe des milliers d'ouvrages sur le sujet. Si l'on veut se contenter de quelques idées, prenons son ouvrage phare, la [*Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*](#). Pour reprendre [la distinction proposée par Paul Krugman](#), on trouvera parmi les héritiers de l'ouvrage les « Livre I » et les « chapitre 12 ».

Les Livre I et les chapitre 12

Le début de la *Théorie générale*, le Livre I, démontre que l'offre ne crée pas forcément sa propre demande et donc que les économies, faute de demande suffisante, peuvent connaître des situations d'équilibre de sous-emploi, les chômeurs ne l'étant pas de manière volontaire.

Dans ces conditions, c'est-à-dire quand il y a un excès d'épargne désirée sur le niveau d'investissement désiré, il faut que l'Etat emprunte, utilise cet excès d'épargne pour dépenser en faisant grimper la dette publique. S'il ne le fait pas, c'est la récession assurée, s'il le fait trop peu et revient trop vite à l'austérité, c'est pareil. D'actualité non ?

Dans le chapitre 12, que Keynes considérait comme la source de ses idées les plus innovantes, il explique que les décisions des entrepreneurs sont réalisées dans une situation d'incertitude radicale. Qu'est-ce qui pousse alors ces entreprises à investir ? Leurs calculs rationnels sur combien ça coûte, combien ça peut rapporter, etc. mais, surtout, leurs « esprits animaux » : le besoin d'agir et leurs tripes ! La dimension psychologique est majeure. Il a également insisté sur cet aspect pour comprendre le comportement de consommation des ménages.

Quand les entrepreneurs ne pensent plus à l'avenir de l'économie mais à gagner vite de l'argent, la spéculation financière l'emporte. Et « *lorsque dans un pays le développement du capital devient le sous-produit d'un casino, il risque de s'accomplir en des conditions défectueuses* ». C'est là que se trouve la description du concours de beauté qui explique pourquoi, face à une incertitude radicale sur l'avenir du monde, ceux qui veulent gagner de l'argent sur les marchés ne doivent pas obéir à une rationalité fondamentale (« que vaut vraiment l'actif sur lequel je parie ») mais à une rationalité mimétique (« je dois faire ce que je crois que la croyance générale du marché sera »), [comme l'explique le chercheur André Orléan](#) depuis de nombreuses années.

Malheureusement, [comme l'a souligné George Akerlof](#), ces idées keynésiennes ont été longtemps perdues, laissant la place aux penseurs prônant l'efficacité naturelle des marchés financiers.

Un homme paradoxal

Enfin, on ne peut parler de Keynes sans évoquer le personnage. L'économiste britannique Robert Skidelsky lui a consacré [une biographie impressionnante](#) en trois volumes qui fait la référence. Ceux qui ont moins de temps pourront se délecter du [magnifique livre de Gilles Dostaler](#), *Keynes et ses combats* qui souligne l'aspect éminemment paradoxal du personnage.

Un intellectuel qui a été l'économiste le plus influent du XX^e siècle mais qui n'a jamais été diplômé d'économie, une matière pour laquelle il n'a suivi en tout en tout que huit semaines de cours ! Formé à la philosophie, à l'histoire et aux mathématiques, il pensait que la place de l'économie dans la vie de la Cité se trouvait sur le siège arrière. Ce qui ne l'a pas empêché de révolutionner la matière.

Un homme membre du fabuleux groupe de Bloomsbury, un ensemble de penseurs et d'artistes iconoclastes (Virginia Woolf, Lytton Strachey, Duncan Grant, etc.) qui dénonçaient la morale religieuse, sexuelle et conservatrice de la société britannique. Dans les maisons autour de Gordon Square, derrière le

British Museum, tout le monde y couchait à peu près avec tout le monde et Keynes a craint qu'on le fasse chanter du fait de son homosexualité.

Cela ne l'a pas empêché de se marier en 1925 avec une danseuse de ballet russe. Et d'accommoder sa dénonciation du conservatisme à une vie de riche rentier, membre de la chambre des Lords et attaché à l'Empire britannique ! Lui qui a si bien dénoncé les mécanismes délétères de la spéculation financière en a fait sa première source de revenus, laissant à sa mort une fortune équivalente à environ 20 millions d'euros d'aujourd'hui.

On connaît le célèbre aphorisme de Keynes publié en 1933 dans [son article sur l'autosuffisance nationale](#) : « *Le capitalisme international et néanmoins individualiste, décadent mais dominant depuis la fin de la guerre, n'est pas une réussite. Il n'est ni intelligent, ni beau, ni juste, ni vertueux, et il ne tient pas ses promesses. En bref, nous ne l'aimons pas et nous commençons à le mépriser. Mais quand nous nous demandons par quoi le remplacer, nous sommes extrêmement perplexes.* » Pas grand-chose à y changer. Reste quand même à comprendre ce capitalisme. La théorie économique dominante [ne nous y aide pas](#). Quelques lignes avant la fin de la *Théorie générale*, Keynes attirait l'attention sur le fait que « *le monde se trouve aujourd'hui dans une impatience extraordinaire d'un diagnostic mieux fondé ; plus que jamais il est prêt à l'accepter et désireux de l'éprouver, même s'il n'est que plausible* ».

On attend encore le nouveau Keynes qui nous apportera une nouvelle compréhension et une solution aux dérives du capitalisme contemporain, même si elle n'est que plausible...

Extrait de Combemale Pascal, « III. L'économie de Keynes : vision d'ensemble », dans : Pascal Combemale éd., *Introduction à Keynes*. Paris, La Découverte, « Repères », 2010, p. 42-58.

Le niveau de l'emploi

La première question posée est : en courte période, pour une population active, un stock de capital et un état des techniques donnés, de quoi dépend le niveau de l'emploi ? Il résulte des plans de production des entreprises : chaque volume de production requiert un certain nombre d'heures de travail. La question suivante est donc : de quoi dépend le niveau de la production ?

Selon le principe de la « demande effective », les décisions de production et d'embauche des entreprises résultent de leurs anticipations de débouchés rentables. En effet, les entreprises produisent pour réaliser du profit, ce qui suppose non seulement qu'elles vendent leur production, mais qu'elles parviennent à la vendre à un prix suffisant pour couvrir leurs coûts et atteindre une norme de rentabilité minimale. Le problème pour elles est donc de prévoir s'il existera une demande solvable au niveau de prix requis par leur objectif de profit minimal. La théorie keynésienne ne se résume donc pas à un renversement de la loi de Say : il ne s'agit pas de dire « la demande crée l'offre » [Tobin, 1997] à la place de « l'offre crée la demande ». La demande qui détermine le niveau de production est définie par trois caractéristiques :

1. elle est anticipée par les chefs d'entreprise et ces anticipations sont croisées puisque chacun d'eux cherche à prévoir ce que vont faire les autres (vont-ils embaucher, vont-ils investir, etc. ?) ;
2. elle n'est pas la demande en général, mais celle qui satisfera, si elle se réalise, les exigences de profit des entreprises (aujourd'hui, plus encore qu'hier, du fait de la domination croissante de la finance, les entreprises sont soumises à des objectifs de rentabilité) ;
3. elle commande l'offre de ces entreprises ; bien que Keynes parle de « demande effective », c'est le niveau de la demande anticipée qui détermine l'offre : si les anticipations sont erronées, ce niveau de demande ne se réalisera pas ; en revanche, l'offre existera bel et bien, de telle sorte que c'est l'offre qui est « effective » ; Keynes s'exprime ainsi, pour des raisons que nous éluciderons plus loin, parce qu'il suppose que les anticipations sont vérifiées.

La demande effective

En économie fermée privée, D , la demande à l'échelle macro-économique, est égale à $C + I$, C étant la consommation et I l'investissement ; en économie mixte, on ajoute G , les dépenses publiques et, en économie ouverte, les exportations X . Nous savons déjà de quoi dépend la consommation chez Keynes : elle est fonction du revenu courant ; $C = G(Y)$. Avec cette précision : « La communauté ne désire

consommer qu'une proportion graduellement décroissante de son revenu. » Si l'on retient cette hypothèse de décroissance de la propension marginale à consommer, la fonction de consommation est concave. Selon Keynes, « la clé de nos difficultés se trouve dans cette loi » [TG, p. 29]. Pourquoi ?

Parce qu'elle permet d'expliquer le chômage par l'insuffisance de la demande. Suivons le guide : « Quand l'emploi s'accroît, le revenu réel global augmente. La psychologie collective est telle que, lorsque le revenu réel global croît, la consommation augmente, mais non du même montant que le revenu. Par conséquent, les employeurs réaliseraient une perte si l'emploi supplémentaire était consacré en totalité à produire des biens destinés à une consommation immédiate. Pour que n'importe quel niveau d'emploi soit justifié il faut donc qu'existe au cours de la même période un montant d'investissement suffisant pour absorber l'excès de la production totale sur le volume que la collectivité choisit de consommer quand l'emploi a atteint ce niveau. Car, sans ce montant d'investissement, les recettes des entrepreneurs seraient inférieures à ce qui est requis pour les inciter à offrir ce niveau d'emploi » [TG, p. 27].

Le statut de l'investissement est donc crucial : pour que l'offre ne crée pas nécessairement « sa » demande, il faut que l'investissement soit autonome, c'est-à-dire qu'il ne dépende pas du revenu, qu'il ne suive pas l'épargne. Or il est autonome en courte période (au cours de laquelle se détermine le niveau de la production courante et de l'emploi) car il dépend des anticipations de longue période (horizon correspondant à la durée de vie de l'investissement).

Reprenons cette première formulation du principe de la demande effective : soit une augmentation de la production qui requiert une utilisation de main-d'œuvre supplémentaire, donc le versement de salaires pour un montant de 100 000 euros ; si la propension marginale à consommer vaut 0,8, la consommation augmentera de 80 000 euros et il manquera 20 000 euros de reflux vers les entreprises pour qu'elles récupèrent leurs coûts. En économie privée et fermée, cette somme ne peut provenir que de l'autre composante de la demande, l'investissement. Les entreprises feront des pertes si l'investissement n'augmente pas au moins de 20 000 euros. Par conséquent, la réalisation de ce montant d'investissement est la condition nécessaire de la création d'emplois. « La quantité de biens de consommation qu'il est rentable de produire pour les entrepreneurs dans leur ensemble dépend de la quantité de biens d'équipements que ces mêmes entrepreneurs produisent » [TGE]. D'où la conclusion : sachant que l'écart entre le volume de la production et le volume de la consommation ne cesse de croître au fur et à mesure que le volume de l'emploi augmente, un montant d'investissement lui-même croissant s'avère nécessaire pour réduire le chômage. « Pour un état donné de la psychologie collective, le niveau de la production et de l'emploi, pour l'économie dans son ensemble, dépend du montant de l'investissement », lequel est la *causa causans* du système, parce qu'il peut fluctuer de façon « ample et brutale ». Remarquons toutefois que la clarification de ce passage, comme de beaucoup d'autres, dépend de la définition de l'investissement, selon que l'on inclut ou non dans son périmètre la variation des stocks. Le fait que Keynes néglige souvent cette variation ne facilite pas la compréhension de son raisonnement (voir p. 63 *sq.*).